

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

**Personne publique : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS
2 rue de la Milétrie
CS 90577
86021 POITIERS CEDEX**

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : n°25S116 du 17/09/2025

établi en application du Code de la Commande Publique (ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018).

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'exploitation des réseaux de plomberie.

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Marché à procédure adaptée en application des articles L 2123-1, L 2124-3 et R 2123-1 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

CCAP N°25S116 du 17/09/25

Article 1. - Objet et durée de l'accord cadre et des marchés subséquents	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord cadre.....	4
1.2.1. Lots.....	4
1.3. -Forme et durée de l'accord cadre.....	4
1.3.1. Attribution, forme et engagement.....	4
1.3.2. Durée et reconduction.....	4
1.4. Forme et durée des marchés subséquents	5
1.4.1. Forme	5
1.4.2. Durée et reconduction	5
1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre	5
1.5.1. Sélection du titulaire d'un marché subséquent	5
1.5.2. Attribution d'un marché subséquent.....	6
1.6. Termes non couverts par l'accord cadre.....	6
1.7. Sous traitance (hors fourniture)	6
1.8. Marché négocié de prestation similaire	8
Article 2. Documents contractuels	8
Article 3. Délais de livraison et d'exécution	9
3.1. Délais d'exécution	9
3.2. Marchés subséquents	9
Article 4. Conditions d'exécution.....	10
4.2. Confidentialité	10
4.4. Accès - Consignes	10
Article 5. Opérations de vérifications - décisions après vérifications.....	11
5.1. Vérification quantitative simple.....	11
5.2. Admission.....	11
Article 6. Garantie contractuelle.....	11
Article 7. Retenue de garantie	11
Article 8. Modalités de détermination des prix.....	11
8.1. Répartition des paiements	11
8.2. Contenu des prix	11
8.3. Prix de règlement.....	11
8.4. Modalités particulières et fixation du prix de règlement.....	12
8.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	12
Article 9. Avance.....	12
Article 10. Remboursement de l'avance.....	13
Article 11. Acomptes et paiements partiels définitifs	13
Article 12. Paiement - établissement de la facture	13
12.1. Mode de règlement	13
12.2. Présentation des demandes de paiement	13
12.3. Intérêts moratoires	14
Article 13. Clauses techniques	14
Article 14. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	14
Article 15. Pénalités	15
15.1. Pénalités de retard	15
15.2. Pénalités d'indisponibilité	15
15.3. Pénalités diverses	15
15.4. Exonérations	16
15.5. Plafonnement de pénalités	16
Article 16. Dispositions diverses	16
16.1. Assurance	16
16.2. Notification électronique.....	16
Article 17. Règlement des litiges	17
Article 18. Résiliation	18
Article 19. Modification de l'accord cadre-clause de réexamen	19
Article 20. Obligations du titulaire	19
20.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	19

20.2. Respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société	20
20.3. Modification des données administratives	20
20.4. Protection contre l'amiante.....	20
Article 21. Dérogations aux documents généraux.....	21

Article 1. - Objet et durée de l'accord cadre et des marchés subséquents

1.1. Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'exploitation des réseaux de plomberie.

Lieux : Poitiers, Lusignan, Montmorillon, Châtellerault, Loudun...

Les dispositions techniques figurent au cahier des clauses techniques particulières relatif au présent l'accord-cadre.

L'estimation des quantités figurant sur le tableau d'offre (cf. devis type dans le BPU) permet au titulaire d'apprécier le volume de la consultation et sont données à titre indicatif, elles n'engagent pas contractuellement le CHU de Poitiers.

1.2. Décomposition de l'accord cadre

1.2.1. Lots

Les prestations objet de la consultation ne sont pas alloties.

1.3.-Forme et durée de l'accord cadre

1.3.1. Attribution, forme et engagement

Attribution

L'accord-cadre sera multi-attributaires en application des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique : sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, 3 attributaires seront retenus à l'issue de l'accord-cadre.

Ces attributaires seront remis en concurrence à chaque passation d'un marché subséquent.

Forme

L'accord cadre sera exécuté par la conclusion de marchés subséquents suite à la remise en concurrence définie ci-après.

Ces marchés subséquents ainsi conclus seront exécutés sur la base d'un CCP valant acte d'engagement propre à chaque opération.

Engagement

L'accord-cadre est conclu avec engagement sur un montant maximal de 200 000 € HT, sur la durée totale du marché (4 ans).

1.3.2. Durée et reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une période contractuelle initiale d'un an à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit 3 fois par période de 12 mois.

La décision de reconduire l'accord-cadre interviendra de manière tacite, sans que la personne publique n'ait à avertir le titulaire.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la fin de la période en cours de l'accord-cadre.

Selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder une durée maximale de 4 ans à compter de sa date de notification.

1.4. Forme et durée des marchés subséquents

1.4.1. Forme

Les marchés qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront dits « marchés subséquents ».

Le terme « marché » mentionné dans le présent document s'entend des marchés subséquents qui feront suite au présent accord-cadre.

Les montants/quantités d'engagement maximum seront précisés dans ces marchés.

Ils interviendront lors de la survenance des besoins.

1.4.2. Durée et reconduction

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre. Chaque marché subséquent indiquera la durée qui lui est propre.

1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

La demande d'offre sera établie par voie dématérialisée via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise d'une offre.

Le titulaire du présent accord cadre s'engage à fournir une offre lors des consultations lancées par le pouvoir adjudicateur en vue de la conclusion des marchés subséquents en répondant via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans le délai indiqué dans la lettre de consultation du maître d'ouvrage (délai adapté au chantier).

1.5.1. Sélection du titulaire d'un marché subséquent

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre.

La date limite de remise offres sera imposée par la personne publique sans pouvoir dépasser 15 jours à compter de l'envoi de la demande.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

Les critères d'appréciation des offres ainsi que leur coefficient de pondération pourront être les suivants : à défaut de critères spécifiques dans le descriptif du marché subséquent :

- **Critère A** : Valeur technique : 60%
- **Critère B** : Prix : 40 %

Le critère A sera apprécié en fonction des éléments du dossier technique listé ci-dessous :

- Les moyens humains proposés (notée de 0 à 20)
- Les techniques employées (notée de 0 à 20)
- Le délai de réalisation (notée de 0 à 20).

Les notes totales obtenues seront ramenées à 2 décimales.

Le critère B sera noté sur 40 :

La note de 40 sera attribuée à l'offre la moins chère et les autres notes seront attribués selon la formule suivante :

$(\text{Montant de l'offre minimum} / \text{Montant de l'offre à comparer}) \times 40$.

Le CHU se réserve la possibilité d'intégrer dans les consultations relatives aux marchés subséquents des variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles non prévues dans l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer le ou les marchés subséquents sans négociation si les offres sont considérées optimales.

1.5.2. Attribution d'un marché subséquent

Une fois appliquées les formules de calcul, l'offre ayant obtenu le nombre de points le plus élevé sera retenue comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité de note globale, le classement sera fonction de l'offre ayant obtenue le nombre de points le plus élevé sur le critère A.

Dans le cas où l'ensemble des offres fournies par les titulaires ne peuvent être retenues en raison de leur montant ou du non-respect des modalités de la remise en concurrence, le marché subséquent sera déclaré infructueux.

Il pourra être procédé à une nouvelle remise en concurrence pour l'attribution du marché subséquent.

Le titulaire du présent accord cadre qui n'aura bénéficié d'aucun marché subséquent ne pourra élever aucune contestation ni réclamer aucune indemnité.

1.6. Termes non couverts par l'accord cadre

Les éléments suivants (hors prestations figurant au tableau d'offres), qui seront contractuels suite à la conclusion de chaque marché subséquent, ne sont pas prévus par le présent accord cadre :

- Les prix des prestations commandées (ces prix peuvent être plus bas que les prix plafond déterminés lors de la passation de l'accord-cadre) ;
- La nature des prestations commandées ;
- Les délais d'exécution des prestations ;
- Les montants maximums de commande.

1.7. Sous-traitance (hors fourniture)

La sous-traitance n'est autorisée que dans les cas où elle est compatible avec les règles déontologiques régissant la profession et sous réserve de la possession par le sous-traitant des diplômes et agréments nécessaires à l'exercice de la profession réglementée ainsi que des compétences et moyens appropriés. Lorsque ces conditions sont réunies, la sous-traitance s'exerce dans les conditions prévues à l'article 3.6 CCAG-PI.

Le titulaire est habilité à sous-traiter certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant de premier rang pour les prestations supérieures à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants à compter du second rang, une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement du titulaire sera requise pour donner lieu à paiement direct.



Les déclarations des sous-traitants devront parvenir à la maîtrise d'ouvrage **3 semaines minimum** avant l'intervention prévue, soit par RAR, soit par courrier électronique, au

gestionnaire du marché (maxime.leguillon@chu-poitiers.fr).

Une entreprise sous-traitante qui n'aura pas été agréée à l'intervention ne pourra en aucun cas intervenir sur le chantier.

L'agrément se matérialise par la notification via la plateforme de dématérialisation « PLACE », de l'acte de sous-traitance.

Une entreprise sous-traitante qui n'aurait pas envoyé au CSPS, son plan particulier de sécurité et de protection de la santé, lorsque que celui-ci est exigé par la loi, conformément à l'article L. 4532-9 du code du Travail, ne pourra en aucun cas intervenir sur le chantier.

En cas de demande de pièces complémentaires au titulaire en vue de l'agrément d'un sous-traitant ces demandes seront faites par tout moyen permettant d'en constater la validité ; le délai de 21 jours pour l'agrément d'un sous-traitant sera alors suspendu jusqu'à réception de l'ensemble des pièces demandées.

En cas d'absence de réception de ces pièces dans un délai de 10 jours (calendaires) suivant la demande, la demande d'agrément sera rejetée par courrier LRAR ou par voie dématérialisée.

Le dossier de demande d'agrément d'un sous-traitant devra être impérativement composé de l'ensemble des pièces listées ci-dessous :

- ☐ La **DC 4** complétée et signée faisant apparaître la mention relative à l'autoliquidation de la TVA ;
- ☐ La **description détaillée** des tâches confiées au sous-traitant ainsi que les **têtes de chapitre de la DPGF** auxquelles elles correspondent ;
- ☐ La DC 2 : y inscrire ou annexer notamment le **descriptif des moyens techniques, humains et financiers** de l'entreprise sous-traitante.
- ☐ L'**attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois aussi appelée « attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales »**. Ce document intègre désormais le paiement des cotisations sociales.
- ☐ L'**attestation de régularité fiscale** (impôt) du sous-traitant, situation au 31/12/N-1.
- ☐ Les **attestations relatives au paiement des cotisations aux caisses** pour les congés payés, le chômage, les intempéries, ainsi qu'aux caisses retraite et prévoyance.
- ☐ L'**extrait K-Bis**.
- ☐ Les **références des prestations effectuées par la société sous-traitante sur les 6 derniers mois et plus ou moins de même nature**.
- ☐ Les **attestations d'assurances professionnelle et civile décennale valables pour l'année en cours**.
- ☐ L'**organigramme des personnels affectés à la prestation : fonctions** de chacun et **qualifications** et/ou **habilitations** avec **identification précise du responsable de la prestation** sur cet organigramme.
- ☐ La **copie des déclarations préalables à l'embauche de chacun des personnels** nommément désignés dans cette liste ; En cas de changement dans cette liste, **celle-ci devra impérativement être tenue à jour et remise au maître d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre avant intervention sur le chantier dudit personnel** ; A défaut, celui-ci verra son accès au chantier refusé.
- ☐ Le **RIB**.
- ☐ Pour les **personnels travaillant pour une société étrangère et mis à disposition d'une entreprise française**, la **copie de la déclaration de détachement** remise à l'inspection du travail, en remplacement de la déclaration préalable unique d'embauche que l'on exige pour les salariés travaillant pour une société française ;
- ☐ La **caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement de l'entrepreneur principal au sous-traitant (à compter du sous-traitant de 2^{ème} rang)** pour paiement des prestations exécutées par ce dernier.

Les sous-traitants de 3ème rang et suivants ne sont pas souhaités.

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des documents demandés ci-dessus sera fourni par chacun des membres du groupement.

L'utilisation du formulaire DC4 est préconisée en cas de demande d'agrément d'un sous-traitant et de ses conditions de paiement.

Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Après agrément par le maître d'ouvrage, une visite d'inspection commune sera réalisée avec le sous-traitant avant toute intervention.

Cas de la sous-traitance étrangère :

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-21 du code de la commande publique

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 12 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

Après agrément par le maître d'ouvrage, une visite d'inspection commune sera réalisée avec le sous-traitant avant toute intervention.

En cas de marché subséquent, le maître d'ouvrage pourra exclure de la sous-traitance certaines tâches essentielles qui devront être directement effectuées par le titulaire, ces prestations seront précisées dans le marché subséquent le cas échéant.

1.8. Marché négocié de prestation similaire

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le(s) titulaire(s), dans les trois années suivant la notification du marché initial, pour des prestations similaires.

Article 2. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement, le tableau d'offres et autres annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Les marchés subséquents issus de l'accord cadre ;
- le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes ;

- le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (PI) - Arrêté du 30 mars 2021;
- Le Cahier des Clauses Générales d'Intervention (CCGI), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le plan de prévention du maître d'ouvrage dressé en application du décret n°92158 du 20/02/1992, qui pourra être adapté au chantier concerné avant son démarrage ;
- Le mémoire/dossier technique du candidat.
- Le compte rendu et documents remis dans le cadre des négociations, le cas échéant.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des contraintes et obligations inhérentes à l'application des normes et réglementations en vigueur dans le domaine visé par le présent accord-cadre.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP/CCTP et CCAG-PI) ne s'appliqueront pas au présent accord cadre.

Article 3. Délais de livraison et d'exécution

3.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations sera précisé dans chaque marché subséquent et débutera à sa date de notification.

Le non-respect du délai global maximum d'exécution, éventuellement prolongé, entraînera la mise en œuvre de pénalités de retard définies à l'Article 15. Pénalités du présent CCAP.

3.2. Marchés subséquents

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande qui comporteront :

- La référence à l'accord-cadre/marché subséquent ;
- La désignation de la prestation (les différents éléments de missions) ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché subséquent ;
- Le lieu d'exécution de la prestation ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- L'adresse de facturation.

Pour le CHU de Poitiers, la personne habilitée à signer les marchés subséquents est la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers ou par délégation le Directeur Constructions, Patrimoine & Transition Ecologique, ou son adjoint.

Durée d'exécution des marchés subséquents : Les marchés subséquent pourront être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et pourront s'exécuter après cette date, dans le respect de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

3.3. Prestations supplémentaires ou modificatives

En application de l'article 23 du CCAG-PI, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Celles-ci font l'objet d'un avenant qui arrête les prix définitifs.

En application de l'article L.2194-3 du Code de la commande publique, issu de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019, ces prestations supplémentaires ou modificatives devront faire l'objet d'une valorisation financière.

Par ailleurs, le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service lorsque celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'acheteur.

Article 4. Conditions d'exécution

4.1. Conditions d'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de contrôler à tout moment la quantité et la qualité des prestations exécutées, et en cas de difficulté faire appel à un organisme extérieur spécialisé.

Ces vérifications s'inscrivent dans le cadre d'une démarche qualité et les résultats donneront lieu à analyse et pourront conduire à des adaptations des conditions d'exécution du présent accord cadre par avenant.

Le titulaire devra, dans le respect des règles régissant la protection de la propriété industrielle et intellectuelle, faciliter l'exercice de la mission du vérificateur.

4.2. Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur doivent respecter les règles de confidentialité prévues à l'article 5.1 du CCAG-PI, et notamment les informations couvertes par le secret médical.

4.3. Personnel d'intervention du titulaire

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées à intervenir.

Si les prestations sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur référent de la personne publique.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut demander à tout moment le remplacement du personnel pour des motifs professionnels.

4.4. Accès - Consignes

Le personnel chargé des prestations se présente dès son arrivée au chargé d'affaire en charge de l'opération.

Le personnel du titulaire a accès aux lieux d'exécution des prestations, le cas échéant, sur présentation d'une carte professionnelle nominative (ex : accès chantier).

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité préconisées dans l'établissement et se conformer aux règles suivantes :

- ⇒ Respect des règles d'accès et de circulation au sein de l'établissement,
- ⇒ Tenue propre et correcte, identification par badge (nom de la société et nom de l'intervenant),

Dans les cas où il est imposé, le titulaire établit avec le maître d'ouvrage, un protocole définissant les règles de sécurité à appliquer sur la protection de son personnel salarié avant d'exécuter les prestations, objet de l'accord cadre (décret n° 02-158 du 20/02/1992).

4.5. Réparation des dégâts

Les dégâts provoqués par le titulaire, pendant les interventions devront être réparés à ses frais.

4.6. Conditions particulières de la prestation

Les documents d'études ou de travail seront remis dans les conditions prévues au CCTP (format papier et format électronique) en langue française.

Article 5. Opérations de vérifications - décisions après vérifications

5.1. Vérification quantitative simple

Les opérations de vérifications sont effectuées conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

5.2. Admission

L'admission s'effectuera conformément aux stipulations de l'article 29 du CCAG-PI.

Article 6. Garantie contractuelle

Sans objet.

Article 7. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 8. Modalités de détermination des prix

8.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, ainsi qu'à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

8.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, et de manière générale, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

L'accord cadre est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du tableau d'offre seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Des prestations comprises dans l'objet de l'accord cadre mais qui ne sont pas prévues dans le tableau d'offres pourront faire l'objet d'un devis préalable et seront rattachées par avenant au présent marché.

8.3. Prix de règlement

- **Forme des prix :**

Les prix des marchés subséquents sont **fermes et actualisables** lorsque la durée de la mission objet du marché subséquent est inférieure à 1 an.



Les prix des marchés subséquents sont **révisables** lorsque la durée de la mission objet du marché subséquent est supérieure à 1 an.

- **Mois d'établissement du prix du marché :**

Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres prévu pour chacun des marchés subséquents, ce mois étant appelé « **mois zéro** ».

- **Choix de l'index de référence :**

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord cadre est l'index **Ingénierie** (ING) qui se trouve sur le site du Moniteur Travaux Publics accessible sur le lien suivant : <http://www.lemoniteur.fr/indices-prix>

Si l'entreprise ne dispose pas d'un abonnement les données pourront lui être communiquées sur simple demande par la Direction Constructions, Patrimoine et Transition Ecologique du CHU de Poitiers.

- **Modalités des variations de prix :**

Marchés subséquents intéressant des missions de moins d'un an :

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d-3) / I(o)$$

dans laquelle I(o) et I(d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois (d) de notification du marché subséquent soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

$$P = P_0 \times C_n$$

P = prix actualisé

P₀ = prix de base valeur initiale

Cette actualisation sera calculée à 3 chiffres arrondie au 1/1000e supérieur.

Marchés subséquents intéressant des missions de plus d'un an :

$$R = 0,15 + 0,85 I_m / I_0$$

- I₀ = index Ingénierie du mois m₀ (mois zéro)

- I_m = index Ingénierie mois m-3 à la date de l'établissement de la facture.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs finaux sont effectués avec trois décimales et arrondis au 1/1000e supérieur.

8.4. Modalités particulières et fixation du prix de règlement

Sans objet

8.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 9. Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, l'option B s'appliquera au présent marché.

Une avance de 5% sera accordée selon les modalités fixées aux articles L2191-2 et R2191-2 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de cette avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique.

Le pourcentage retenu pour le calcul de l'avance, selon ces dispositions, est fixé à 5%.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le versement de l'avance est conditionné à la demande d'un acompte « d'AVANCE ».

L'avance sera payée dans le délai de paiement prévu par le présent marché.

Article 10. Remboursement de l'avance

Par dérogation aux articles R2191-11 et R2192-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance est effectué en une seule fois, dès que l'avancement des prestations exécutées au titre du marché concerné aura atteint la limite de 65%.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Article 11. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du code de la commande publique.

Paie ment des cotraitants

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter des demandes de paiement au maître d'ouvrage.

Lorsque les paiements doivent être effectués auprès de chaque membre du groupement, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

La signature du mandataire sur ce document vaut acceptation par celui-ci des sommes à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements indiquées à l'acte d'engagement.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou transmettre les réclamations de membres du groupement.

Article 12. Paiement - établissement de la facture

12.1. Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 11.5 du CCAG-PI et sous réserve des dispositions du code de la commande publique, le délai global de paiement se décompte :

- De la date d'admission comme définie à l'Article 5. Opérations de vérifications - décisions après vérifications du présent CCAP, si l'établissement a reçu la facture avant l'admission ;
- De la date de réception de la facture si celle-ci est reçue après l'admission.

12.2. Présentation des demandes de paiement

Il sera établi une facture par marché subséquent.

La facture afférente à l'accord cadre porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro et la date de l'accord cadre ou du marché subséquent ;
- La prestation exécutée ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées.

Lorsque le titulaire de l'accord cadre est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire doit mentionner dans son en-tête le nom du mandant avec une formule « facture établie au nom et pour le compte du »

Pour les marchés subséquents passés par le CHU de Poitiers :

Dans le cadre de la dématérialisation complète des factures pour toutes les entreprises depuis le 01/01/2020 et la création d'un service facturier au CHU de Poitiers au 1^{er} juin 2019, la procédure concernant le traitement des factures a évolué.

Dans ce cadre, une « pré-facture » (correspondant à un projet de facturation) devra systématiquement être transmise préalablement au dépôt de la facture (acompte ou facture simple), pour tout bon de commande ou marché notifié.

- Cette pré-facture reprenant les éléments facturables sera envoyée, sous format papier en un exemplaire ou par mail à l'adresse suivante : prefacture-DCP@chu-poitiers.fr.
- La validation de cette pré-facture sera faite par mail. (Correction de l'avancement des prestations, des prix unitaires erronés le cas échéant, etc.).

Cette pré-facture permettra, après prise en compte des modifications apportées s'il y a lieu, de déposer une facture conforme (avec les pièces justificatives) limitant les rejets et suspensions de paiement sous forme dématérialisée sur la plateforme CHORUS.

Pour transmettre vos factures, le code service : FAC_CDE_NON_DEMAT devra être renseigné ainsi que le numéro SIRET du débiteur :

- **CHU 200 055 358 00010.**

L'envoi des factures par courriel ne sera pas accepté.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le payeur du GHT de la Vienne est le Trésorier Principal des Hôpitaux de Poitiers.

Le titulaire pourra donner sa créance en nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements sur le nantissement des marchés est la Directrice Générale du CHU de Poitiers.

12.3. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ces derniers sont calculés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 13. Clauses techniques

Se reporter au CCTP.

Article 14. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord cadre est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15. Pénalités

15.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai global maximum d'exécution fixé à l'article 3.1. Délais d'exécution du présent CCAP est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée au moyen de la formule suivante par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-PI:

$$P = \frac{V \times R}{500}, \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité.

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant des prestations en retard ou à la totalité des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard imputable au titulaire. Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

Les pénalités de retard ne s'appliquent pas quand les jours de retard sont imputables à la personne publique.

Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

15.2. Pénalités d'indisponibilité

En cas d'indisponibilités répétées du titulaire, celui-ci encourra une pénalité d'un montant de 150 € par indisponibilité. A titre d'exemple, l'indisponibilité pourra concerner les cas suivants :

- Indisponibilité du chef de projet pour l'organisation d'une réunion relative au projet ;
- Absence d'un membre de l'équipe dédiée dont la présence est nécessaire au vu de l'ordre du jour d'une réunion relative au projet.

15.3. Pénalités diverses

15.3.1 Pénalité pour absence aux réunions

Toute absence du titulaire aux réunions ayant donné lieu à une convocation émise par le maître d'ouvrage donnera lieu à une pénalité forfaitaire de 150 €, sans mise en demeure.

L'entrepreneur sera considéré absent s'il est représenté à ces réunions par une personne insuffisamment informée du suivi de l'exécution des prestations.

15.3.2 Pénalité pour mauvaises exécution de toute obligation

En cas de non-respect de toute autre obligation définie au CCTP et/ou au cahier des charges de chaque marché subséquent, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par manquement constaté.

15.4. Exonérations

Par dérogation à l'article 14. 1. 3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000 euros HT.

15.5. Plafonnement de pénalités

Par dérogation à l'article 14. 1. 2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Article 16. Dispositions diverses

16.1. Assurance

Il sera fait application de l'article 9 du CCAG-PI.

16.2. Notification électronique

Le pouvoir adjudicateur notifie les documents modifiant l'accord cadre (avenant, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, la plateforme de dématérialisation PLACE sera utilisée afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

16.3. Protection des données

Cet article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché traite les données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur est désigné ci-après « Responsable du traitement » et le « titulaire du marché » est désigné « sous-traitant ».

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le règlement 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable en France à compter du 25 mai 2018 : Règlement européen sur la protection des données ci-après désigné « RGPD ».

- Objet et description du traitement :
 - Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
 - La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le Responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
 - Les données à caractère personnel traitées sont les données des patients du Responsable du traitement ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physique intervenant pour les besoins des patients du Responsable de traitement.
- Le sous-traitant s'engage à :
 - Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
 - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
 - Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
 - Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque (pseudonymisation, chiffrement, etc.), et en informer le responsable du traitement,

- Détruire ou renvoyer sans copie toutes les données personnelles soumises au traitement dès la fin du besoin de leur utilisation, et au plus tard dans les délais prévus par le règlement,
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
- Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués, précisant les dates et heures, durées, et les personnes ayant procédé aux opérations,
- Solliciter l'autorisation du pouvoir adjudicateur avant de recruter un sous-traitant de second rang,
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du pouvoir adjudicateur,
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

- Obligations du Pouvoir adjudicateur :

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) du CHU de Poitiers et du GHT est M. Pierre TAVEAU – dpd@chu-poitiers.fr

Le Responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées,

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre par le sous-traitant.

Article 17. Règlement des litiges

17.1. Règlement amiable

La recherche d'un règlement amiable entre les parties puis, en cas d'échec, par la saisine du CCIRA est un préalable **obligatoire** au recours contentieux.

Dès lors, les parties s'engagent dans un premier temps à rechercher une solution à leur litige par des échanges et rencontres. Pour ce faire, en cas de désaccord, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire devra être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de trente jours calendaires, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas d'accord, les parties procéderont à la signature d'un protocole transactionnel formalisant leur l'accord définitif.

A défaut d'accord, elles s'engagent à saisir l'instance consultative suivante :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés publics de Bordeaux (CCIRA)

Esplanade Rodesse
103 bis, rue Belleville
BP 952
33063 BORDEAUX Cedex

Pour ce faire, la partie la plus diligente saisira le CCIRA de Bordeaux dans les conditions mentionnées ci-dessous :

« Le demandeur doit produire un mémoire expliquant les motifs du différend, et le cas échéant, la nature et le montant des réclamations. Ce mémoire est accompagné des pièces contractuelles du marché, des courriers échangés et tout document relatif au différend.

L'envoi de ce dossier doit être adressé par courrier recommandé avec accusé réception ou déposé contre récépissé au secrétariat du comité compétent. Un envoi complémentaire dématérialisé peut être réalisé par courriel au secrétariat du comité. »

A noter que la saisine du CCIRA, ainsi que leur instruction, est gratuite ; seuls sont à la charge du saisissant les frais d'envoi et de reprographie des pièces, ainsi que, le cas échéant, les frais d'avocat (dont le ministère n'est pas obligatoire).

Enfin, la saisine de ce Comité interrompt le cours des différentes prescriptions et suspend les délais de recours contentieux, jusqu'au jour suivant la notification au titulaire du marché de la décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur sur l'avis rendu par le comité. Cependant, elle n'empêche ni de former un référé-expertise, ni d'introduire une requête au fond devant le juge administratif, et n'oblige pas celui-ci à surseoir à statuer jusqu'au rendu de l'avis.

Pour plus de renseignements, consultez le lien ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Le CCIRA émettra un avis facultatif.

En cas d'agrément de l'avis du CCIRA par les parties, celles-ci procéderont à la signature d'un protocole transactionnel basé sur les éléments contenus dans cet avis. Ce protocole formalisera l'accord définitif des parties, celles-ci renonceront en conséquence à toute action et tout recours ultérieur qu'il soit amiable ou contentieux, devant quelque instance que ce soit, pour tout point objet du dudit protocole et lié à l'objet du litige.

En cas de refus de l'avis du CCIRA par l'une ou l'autre des parties, celle-ci pourra déposer un recours contentieux.

17.2. Règlement contentieux

En cas d'échec de règlement amiable, les parties octroient compétence au Tribunal Administratif de Poitiers.

Tribunal Administratif de Poitiers

Hôtel Gilbert

15 rue Blossac – BP 541

86020 POITIERS Cedex

Téléphone : 05.49.60.79.19

Télécopie : 05.49.60.68.09

Cette instance pourra également délivrer les renseignements nécessaires relatifs aux voies et délais de recours.

Article 18. Résiliation

19-1 Résiliation de l'accord cadre

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation de l'accord-cadre.

19-2 Résiliation des marchés subséquents

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire du marché en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation du marché.

19-3 Recours en contestation de validité

En cas de résiliation ou d'annulation d'un marché public suite à un recours en contestation de validité contractuelle, le titulaire du marché ne pourra réclamer aucune indemnité.

Article 19. Modification de l'accord cadre-clause de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours d'accord cadre dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial.
- Intégration de membres du GHT non prévus au présent marché y compris les futurs membres.
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du cocontractant du pouvoir adjudicateur, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc. sous réserve de maintien des conditions du contrat.
- Variation de prix en cas de survenance d'évènements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes).
- Précisions concernant des prestations complémentaires relevant de l'objet du contrat.
- Augmentation de la valeur maximale de l'accord cadre ou des marchés subséquents dans des circonstances dûment justifiées.
- Précisions suite à erreur matérielle.
- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché).
- Missions supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation de l'accord cadre supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant :
 - Serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ;
 - Présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

La liste des prestations figurant au CCTP n'est pas exhaustive et des prestations ne figurant pas sur cette liste pourront être rattachées à l'accord cadre, sous réserve qu'elles relèvent de l'objet du présent accord-cadre et de la catégorie de prestations attribuées au titulaire.

Article 20. Obligations du titulaire

20.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire de l'accord cadre produira tous les six mois jusqu'à la date d'échéance de l'accord cadre la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les certificats sociaux et fiscaux en application de l'article L8222-2 du code du travail.

En application de l'article L 8222-6 du code du travail, et si le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 de ce code ; le CHU pourra rompre l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'application de ces sanctions sera conditionnée par le respect du processus imposé par l'article L 8222-6 du code du travail.

20.2. Respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société

Si le marché a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

Tout manquement constaté donnera lieu à la résiliation pour faute.

20.3. Modification des données administratives

Le titulaire de l'accord cadre doit informer le CHU de Poitiers – Direction des Achats– Unité contrôle marchés – 2, rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS cedex, de tout changement concernant :

- sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront être alors adressés,
- son compte de règlement : le titulaire adressera un courrier précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur l'accord cadre en joignant un relevé.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement au CHU de Poitiers avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHU de Poitiers ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

20.4. Protection contre l'amiante

Afin de protéger les personnels du titulaire lors des interventions techniques au sein du CHU de Poitiers et en raison de la présence éventuelles d'amiante dans les bâtiments construits avant 1997, les documents suivants devront être fournis au coordonnateur environnement du CHU (M. Blanchier, l.blanchier@chu-poitiers.fr, tel : 05 49 44 47 15) dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord cadre:

- la liste des personnels habilités à intervenir sur le site du CHU et leurs attestations de

compétence,

- L'organigramme de votre société concernant l'amiante, le responsable technique, le ou les responsables d'intervention et les opérateurs concernés,
- Vos procédures d'intervention concernant les matériaux amiantés,
- Les moyens prévus par votre société pour protéger votre personnel sur les risques d'exploitations éventuels.

Un Dossier Technique Amiante (DTA) est consultable auprès du coordonnateur environnement du CHU de Poitiers avant toute intervention sur le site. En cas de doute sur la présence d'amiante dans un ou plusieurs matériaux concernés par vos interventions ou pouvant impacter d'autres personnes que vos personnels, il pourra être effectué, sur votre demande, un diagnostic de ceux-ci, en sollicitant la personne mentionnée ci-dessus.

Article 21. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article suivant du CCAG	Par l'article suivant du CCAP
4.1	2. Documents contractuels
11.5	12.1.Mode de règlement
14.1.1	15.1.Pénalités de retard
14.1.3	15.4 Exonérations
14.1.2	15.5 Plafonnement des pénalités
27.	19. Résiliation

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés de prestations intellectuelles sont applicables au présent accord-cadre :

- Dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP ;
- Pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

Fait à Poitiers, le 17/09/2025,

Frédéric MARCHAL

Directeur des Constructions, du Patrimoine
Et de la Transition Ecologique